

**Syndicalisme** → Les JA se mobilisent dans le cadre de la "Semaine nationale de préservation du foncier agricole".

# Les jeunes agriculteurs dénoncent le gâchis du foncier

**D**u 14 au 20 juin, les jeunes agriculteurs ont lancé la "Semaine nationale de la préservation du foncier agricole". La disparition de terre au profit de zones d'activités, de l'urbanisation, des extensions de voiries ou autres sont des freins majeurs au maintien du potentiel de production.

L'agriculture française perd chaque seconde 24 m<sup>2</sup> de foncier. Cette aberration, les jeunes agriculteurs de la Somme en ont bien conscience. Il faut protéger le foncier agricole et agir en ce sens. C'est pourquoi ils ont mis en place différentes actions sur tout le département.

C'est ce vendredi 18 juin face à la gare TGV de Haute Picardie qu'une cinquantaine de jeunes agriculteurs se sont mobilisés dans le but d'interpeller les citoyens et les élus, ainsi que la presse qui n'a pas manqué ce rendez-vous. Pour cela, ils ont broyé et labouré plus d'un hectare de terres en friches depuis des années, puis ils y ont semé symboliquement des betteraves.

C'est cette course au foncier qui provoque une telle hausse des prix. "Dans le département, ce chiffre double", précise Hugues Robitaille, président des Jeunes Agriculteurs de la Somme.



Beaucoup de terrains dans des zones d'activité restent en friches en attendant une éventuelle utilisation. C'est le cas près de la gare TGV Haute Picardie, où les jeunes agriculteurs sont allés labourer et semer symboliquement une parcelle laissée à l'état d'abandon.

Ces jeunes souhaitent un maintien de leur métier, qui représente 15% des emplois dans le département, et une gestion beaucoup plus raisonnée des terrains. Comme le dit si bien Simon Cateau, jeune agriculteur, "souvent quand une entreprise s'installe, elle prévoit du terrain en plus, au cas où elle s'agrandirait. Mais on oublie que ces champs qui ne sont pas exploités, ça représente de l'activité".

D'autres actions ont eu lieu dans divers cantons, comme à Moyenneville ou encore à Hal-

lencourt. Les jeunes se sont réunis pour bâcher des panneaux de zones d'activités afin d'interpeller les citoyens en leur faisant part de leur mécontentement.

Les Jeunes agriculteurs sont conscients que la perte de foncier agricole ne se résoudra pas uniquement par la loi de modernisation agricole en cours d'examen par le Parlement, et que la création d'une taxe pour changement de destination des terres agricoles n'est pas entièrement dissuasive. Pour accompagner cette dyna-



"La terre nourrit l'homme, mais pas le béton !" Ici, sur une zone d'activité dans le canton de Moyenneville, les jeunes agriculteurs interpellent le public sur le gaspillage des terres.

mique, cette taxe doit être combinée, selon eux, à deux autres outils proposés dans la loi : l'observatoire de la consommation des espaces agricoles au rôle de suivi et de prospection, et la com-

mission départementale de la consommation des espaces agricoles, dont les pouvoirs doivent être renforcés (consultation systématique et avis conforme).

MARIE STOFFAES



Le groupe de jeunes agriculteurs réunis pour l'opération labour semis près de la gare TGV.

## → Réaction DOMINIQUE DENGREVILLE

Président de l'Uplp

«Le prix du lait va remonter au 3<sup>ème</sup> trimestre !»



L'interprofession est en pleine discussion sur le prix du lait au 3<sup>ème</sup> trimestre. Nous en étions restés sur un accord arbitré par le ministre au 31 mars, avec l'obligation de se revoir pour le 3<sup>ème</sup> trimestre. Nous devons appliquer l'accord tel qu'il a été signé en juin 2009, et appliquer la hausse

nécessaire et prévisible aux 310 €/1000 litres qu'il y avait lors des mois de juillet, août et septembre 2009. Nous devons laisser le temps à la négociation, garantir l'application de l'accord en place, et, si ça venait à coïncider, il faudra passer à l'action. Moi, aujourd'hui, je ne veux pas gaspiller l'énergie des producteurs en

appelant à la manifestation en permanence, et les détourner du véritable objectif : préparer la fin des quotas, structurer l'offre des producteurs, moderniser et renforcer la filière. Voilà les vrais enjeux : nous devons surveiller l'application de l'accord, garantir la hausse des prix, et surtout, préparer l'avenir.